



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes75@orange.fr

30/12/2020

Accord Royaume-Uni, Union Européenne et mondialisation capitaliste

Dans le *Manifeste du Parti Communiste*, F. Engels et K. Marx notent : « *La grande industrie a créé le marché mondial... [Il] a accéléré prodigieusement le développement du commerce, de la navigation, des voies de communication. Ce développement a réagi en retour sur l'extension de l'industrie...* » et plus loin : « *La bourgeoisie depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparée de la souveraineté politique exclusive dans l'État représentatif moderne* ». Cette tendance à un grand marché mondial et à la domination politique du capitalisme s'est confirmée et accentuée avec la formation du système impérialiste. Certes, les formes d'organisation de ce marché et des pouvoirs politiques se sont transformés et de grands ensembles capitalistes se sont constitués comme c'est le cas pour l'Union Européenne (UE) et de nombreux accords de libre échange de par le monde. Des institutions internationales ont vu le jour comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), le Fond Monétaire International (FMI), de larges alliances militaires impérialistes se sont constituées comme c'est le cas pour l'OTAN

Dans ce grand marché européen et mondial décrit par Marx et Engels, les multinationales capitalistes, qui s'approprient tous les pouvoirs des États à leur service, se livrent à une concurrence acharnée et brutale pour conquérir les marchés, contrôler les sources de matières premières, les voies de communications et exploiter la force de travail humain.

Avec le Brexit aujourd'hui, la question, est ainsi formulée : l'Angleterre va-t-elle sortir du capitalisme en sortant de l'Europe ? La réponse est non, le capitalisme va poursuivre et amplifier sa domination politique, économique et sociale sur l'Angleterre et l'Europe.

Quels intérêts pour les peuples anglais et européen ? Aucun, le pouvoir en Angleterre comme en Europe reste sous la domination du capitalisme. Faire payer la note par les peuples anglais et européens, restera l'objectif de celui-ci

Les relations des États au sein de l'ensemble capitaliste qu'est l'UE ne dérogent pas à ces rapports d'intérêts à la fois communs et conflictuels. Le choix des branches dominantes des multinationales britanniques de conduire au Brexit n'a pas d'autre sens que celui de préserver au mieux ses intérêts de classe dans un pays dont l'essentiel de la richesse est aujourd'hui constitué par les services qui représentent 80 % de la valeur ajoutée (VA) produite en 2018 quand ces activités représentent 80 % de l'emploi. La place financière de Londres, la City, en étant une pièce maîtresse. Elle est en effet l'une des plus importantes au monde, la deuxième après Wall Street aux USA. Le poids des services financiers et des assurances dans l'économie britannique est particulièrement important (7,0 % de la VA en 2018 et 4,2 % de la main d'œuvre). De son côté l'industrie qui représente environ 16 % de la VA reste forte dans quelques domaines : l'aérospatiale, la chimie et la pharmacie, l'automobile, l'énergie, et le militaire, tandis que l'agro-alimentaire avec 1,4 % est le parent pauvre de l'économie du Royaume Uni.

Cette structuration de l'économie du Royaume Uni s'accompagne d'inégalités sociales profondes qui se sont accentuées depuis la période Thatcher. En 30 ans la part des revenus captée par les 1 % des plus riches a doublé en passant en 2018 à 8 % du PIB. Dans le même temps le taux de pauvreté s'est élevé à 23 % de la population en 2018. Parmi ces pauvres plus de la moitié soit 4 millions de personnes ne reçoivent que la moitié du montant correspondant à ce seuil. 8 millions de salariés sont précaires dont un million en contrat 0 heures, c'est à dire sans quasiment aucune protection sociale.

Le Brexit n'est évidemment pas fait pour améliorer leur situation. Ce que veulent les multinationales capitalistes britanniques, c'est se délier les mains autant que faire se peut en préservant ses intérêts industriels et surtout financiers pour accroître sa compétitivité au plan du commerce mondial.

L'accord qui vient d'être enregistré à Bruxelles préserve tous ces objectifs. Le Royaume Uni garde, et réciproquement l'UE, un accès quasi libre à leurs marchés respectifs, tandis que le Royaume Uni redevient libre de ses accords commerciaux avec les autres pays hors de l'UE et tout particulièrement avec les USA. Le journal *Les Echos* écrit : « *Malgré le Brexit, la City devrait garder un rôle prédominant dans la finance mondiale. L'exode de banquiers de Londres vers les capitales européennes n'a finalement pas été aussi massif que certains auraient pu l'espérer. A Paris, quelque 1.900 salariés de banques basées outre-Manche auraient ainsi migré depuis l'annonce du Brexit, un nombre plutôt limité. Londres pourrait en outre profiter du Brexit pour tenter d'alléger certaines contraintes réglementaires jusqu'ici appliquées aux banques par l'Europe. De quoi rendre encore plus attractive la place financière britannique* ».

Au bilan, les tendances à la libre circulation du capital dans une économie dominée par les multinationales sont toujours à l'œuvre. Elles le sont sur fond d'une concurrence exacerbée au sein des économies capitalistes.

Les révolutionnaires que nous sommes, soulignent donc à nouveau que les luttes économiques, sociales et politiques contre le capitalisme jusqu'à l'abattre sont bien la condition première pour en libérer l'Angleterre, l'Europe et l'Humanité.